ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.807/2/V
DU 20 AOÛT 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par Secrétaire d'État à la Fonction publique, adjoint au Ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique le 24 juillet 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « portant des dispositions diverses concernant la semaine de quatre jours et le travail à mi-temps à partir de 50 à 55 ans dans le secteur public », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1.1. Il ressort de l'article 19/1, § 1er, alinéa 1er, 2o, de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' que les projets d'arrêté royal sont soumis à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence [1] ; les seuls cas dans lesquels une dispense peut être accordée pour cette obligation sont ceux appelés à être fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres [2], qui, à ce jour et en l'état des textes publiés au *Moniteur belge*, n'a pas été pris.

Le législateur a défini l'« évaluation d'incidence » comme étant « l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable, c'est-à-dire la méthode permettant d'étudier les éventuels effets sociaux, économiques et environnementaux, ainsi que les effets sur les recettes et les dépenses de l'État, à court, à moyen et à long terme, en Belgique et à l'étranger, d'une politique proposée avant que la décision finale ne soit prise » [3].

1.2. Le point 7 de la note au Conseil des ministres du 4 mai 2012 qui a précédé l'adoption de l'avant-projet est rédigé comme suit : « Conformément aux instructions reprises au point 16.7.1 de la note du 10 janvier 2012, le test EIDDD ne doit pas être appliqué à ce dossier puisqu'il a trait à l'autorégulation de l'autorité fédérale ».

1.3 Ce texte peut se comprendre comme signifiant que, selon l'auteur du projet, il n'y aurait pas lieu de procéder à l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence.

Mais ce serait perdre de vue que, dès lors que l'arrêté royal autorisant pareille dispense n'a pas été adopté, cet examen préalable est requis pour tous les arrêtés royaux, et donc aussi pour le projet à l'examen.

---

[1] L'article 19/1, § 2, de cette loi du 5 mai 1997 charge le Roi de fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de cet examen préalable. À ce jour, aucun arrêté ayant pareil objet n'a été publié au *Moniteur belge*.

[2] Article 19/1, § 1er, alinéa 2, de la loi du 5 mai 1997.

[3] Article 2, 9°, de la loi du 5 mai 1997.

1.4. Si cependant il signifie que l'examen préalable a eu lieu et qu'au terme de celui-ci il n'est pas nécessaire de réaliser une évaluation d'incidence, il y aurait lieu de compléter le préambule par un visa rédigé comme suit :

« Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise ».

L'attention de l'auteur du projet est toutefois attirée sur la fragilité de la motivation utilisée à cet effet. On ne saurait en effet exclure qu'en soi un arrêté concernant « l'autorégulation de l'autorité fédérale » puisse provoquer des « effets sociaux, économiques et environnementaux, ainsi que [d]es effets sur les recettes et les dépenses de l'État, à court, à moyen et à long terme, en Belgique et à l'étranger » au sens de l'article 2, 9°, de la loi du 5 mai 1997.

2. Il ne résulte d'aucune pièce du dossier que le Ministre du Budget serait revenu sur son refus de donner son accord au projet, tel qu'il est formalisé dans une lettre du 20 mars 2012 au Secrétaire d'État à la Fonction publique et à la Modernisation des services publics.

L'alinéa 14 du préambule, faisant état de l'accord du Ministre du Budget, doit en conséquence être omis.

Le projet ne pourrait être adopté que moyennant pareil accord ou, à défaut, un accord spécial du Conseil des ministres pris sur la base de l'article 8 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 'relatif au contrôle administratif et budgétaire'.

Sur ce dernier point, le fait que le projet a été délibéré en Conseil des ministres avant d'être soumis au Conseil d'État ne suffit pas à considérer la formalité comme accomplie. Il est en effet requis, à défaut d'accord du Ministre du Budget, que les aspects budgétaires d'un projet d'arrêté fassent l'objet d'une délibération spéciale du Conseil des ministres, séparée de la délibération générale du même Conseil sur le projet.

En tout état de cause, l'exact déroulement des formalités de contrôle budgétaire devra figurer au préambule du projet, indépendamment de la mention, à la fin de ce dernier, de « l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil ».

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À la fin de l'alinéa 2, il y a lieu de mentionner plus précisément le paragraphe 2, 1°, de l'article 4 de la loi du 22 juillet 1993 'portant certaines mesures en matière de fonction publique', qui dispose comme suit :

> « Après négociation avec les organisations syndicales représentatives et sur proposition du ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, le Roi détermine […] les conditions et les modalités de l'engagement ainsi que les conditions de travail des personnes sous contrat de travail dont question au § 1er et ce, sans préjudice des dispositions impératives de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ».

2. À la fin de l'alinéa 3, il n'y a lieu de mentionner que l'alinéa 3 de l'article 2 de la loi du 19 juillet 2012 'relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public', à l'exclusion des deux premiers alinéas. Le projet ne met en effet pas en œuvre les habilitations prévues aux articles 2, alinéa 2, et 11 de cette loi.

DISPOSITIF

Article 6

1. Conformément à l'article 2 du projet, son article 6 « est applicable aux services publics visés à l'article 2, alinéas 1er à 3 de la loi » précitée du 19 juillet 2012.

Seuls les alinéas 1er et 2 de l'article 2 de cette loi mentionnent pareils « services publics ».

Suivant l'article 2, alinéa 1er, de la loi précitée du 19 juillet 2012, celle-ci « est applicable à la fonction publique administrative fédérale, telle que définie à l'article 1er de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique ».

L'alinéa 2 de la même disposition permet l'extension de son champ d'application « aux autres administrations et services de l'État fédéral et services publics soumis à l'autorité ou au pouvoir de contrôle de l'autorité fédérale, désignés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres ».

2. L'article 6 du projet ne peut s'appliquer aux administrations faisant l'objet des alinéas 1er et 2 de l'article 2 de la loi précitée du 19 juillet 2012 que si le Roi dispose d'un fondement juridique pour adopter à l'égard de leur personnel le régime de la semaine de quatre jours de travail « sans prime ».

3. Pareil régime n’est pas prévu par la loi précitée du 19 juillet 2012, dont les dispositions ne constituent dès lors pas le fondement de l’article 6. Il ressort en effet de l’article 5, § 1er, de cette loi que le régime de la semaine de quatre jours qu’elle organise donne toujours lieu à l’octroi d’une prime.

Cette loi, mentionnée au préambule, ne peut donc servir de fondement juridique à l’article 6 du projet.

4. S’agissant des administrations et services de l’État fédéral et services publics soumis à l’autorité ou au pouvoir de contrôle de l’autorité fédérale, autres que celles mentionnées à l’article 1er de la loi précitée du 22 juillet 1993, que le Roi désignerait sur la base de l’article 2, alinéa 2, de la loi précitée du 19 juillet 2012, aucune disposition mentionnée au préambule du projet à l’examen ne confère au Roi le pouvoir d’adopter un régime de semaine de quatre jours « sans prime ».

5. S’agissant de certaines des administrations mentionnées à l’article 1er de la loi précitée du 22 juillet 1993, auquel renvoie l’article 2, alinéa 1er, de la loi précitée du 19 juillet 2012, l’article 6 suscite également des difficultés quant à son fondement légal.

Aucune des dispositions mentionnées au préambule au titre du fondement légal du projet ne permet au Roi d’adopter un régime de quatre jours de travail « sans prime » pour les organismes publics mentionnés à l’article 1er, 3°, de la loi du 22 juillet 1993 : si les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution, mentionnés au préambule, permettent au Roi, le cas échéant, de prévoir pareil régime pour les agents statutaires de la fonction publique des « services publics fédéraux et [d]es services publics fédéraux de programmation ainsi que [d]es services qui en dépendent » et pour « le personnel civil du Ministère de la Défense ou de toute autre dénomination qui lui succéderait », mentionnés à l’article 1er, 1° et 2°, de la loi précitée du 22 juillet 1993, ces dispositions constitutionnelles ne L’autorisent pas à régler la situation statutaire des agents soumis à un régime réglementaire au service des personnes morales décentralisées mentionnées à l’article 1er, 3°, de la même loi précitée du 22 juillet 1993.

S’agissant des agents contractuels de ces personnes morales, un fondement légal des pouvoirs du Roi en la matière peut être puisé à l’article 4 de la loi précitée du 22 juillet 1993, mentionné au préambule, spécialement en son paragraphe 2, 1°.

6. L’article 6 du projet ne dispose en conséquence d’un fondement légal mentionné au préambule que pour le personnel statutaire des administrations mentionnées à l’article 1er, 1° et 2°, de la loi précitée du 22 juillet 1993 et pour le personnel contractuel de l’ensemble des administrations mentionnées à l’article 1er de la même loi, en ce compris celles énumérées au 3° de cette disposition.

7. L'article 6 pourrait être en conséquence restreint, quant à son champ d'application, aux situations mentionnées au point 6, ci-avant, et à celles pour lesquelles l'auteur du projet pourrait faire état d'un autre fondement légal, lequel devrait alors apparaître au préambule [4].

Indépendamment même de la question de savoir si pareille restriction correspond à l'intention de l'auteur du projet, elle créerait toutefois des différences de traitement entre agents publics se trouvant dans des situations comparables, suscitant d'importantes interrogations quant à leur compatibilité avec les principes d'égalité et de non-discrimination.

8. L'article 6 sera réexaminé à la lumière de la présente observation.

9. Celle-ci vaut pour aussi pour les articles 11 à 15, 17 et 20 à 23 du projet dans la mesure où ils concernent les administrations mentionnées à l'article 1er, 3°, de la loi précitée du 22 juillet 1993 et la semaine de quatre jours de travail « sans prime ».

Article 19

Le Centre fédéral d'expertise des soins de santé, créé et organisé par les articles 259 à 300 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, ne figure pas parmi les personnes morales de droit public énumérées à l'article 1er, 3o, de la loi du 22 juillet 1993 'portant certaines mesures en matière de fonction publique'. L'arrêté en projet ne lui est par conséquent pas applicable et il n'y a donc pas lieu de procéder à la modification de l'arrêté royal du 20 février 2003 'relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management au sein du Centre fédéral d'Expertise des Soins de Santé' prévue à l'article 19 du projet.

Article 24

En vertu de l'article 24, l'arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Pareille règle d'entrée en vigueur présente l'inconvénient que, si l'arrêté en projet est publié à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront pas du délai normal de dix jours pour en être informé, délai prévu en principe par l'article 6, alinéa 1er, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'.

---

[4] L'adoption du projet devrait également faire l'objet, en ce cas, des formalités préalables devant être respectées sur la base des dispositions procurant un fondement légal à l'article 6 pour les administrations concernées.

Il y a lieu de vérifier, dans ces conditions, s'il est bien nécessaire de prévoir une disposition particulière d'entrée en vigueur.

Article 25

Comme l'article d'exécution ne peut concerner un ministre que par la mention des compétences qu'il est susceptible d'exercer et non par la référence à un ministre exerçant ses fonctions au moment où l'arrêté est adopté, il y a lieu dans la version française, de remplacer les mots « la ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions » par les mots « le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions ».

OBSERVATION FINALE

Plusieurs des dispositions modificatives utilisent les formules « semaine de quatre jours avec prime » et « semaine de quatre jours sans prime », alors que la définition de ces notions, qui apparaissent à l'article 1er, deuxième et troisième tiret, du projet, n'apparaîtra pas dans les arrêtés modifiés.

Il convient donc, dans les dispositions modificatives qui seront maintenues au regard de l'observation formulée sur l'article 6, de renvoyer à l'arrêté royal en projet lorsqu'il est fait état des dispositifs de semaine de quatre jours avec ou sans prime, à l'instar de ce que prévoit le texte inséré, *in fine*, à l'article 43, § 1er, de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 'relatif aux congés et aux absences accordées aux membres du personnel des administrations de l'État' par l'article 13 du projet. Dans cette dernière disposition, il conviendra toutefois d'insérer la date de l'arrêté en projet.

La chambre était composée de

Messieurs	R.	ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	P.	VANDERNOOT,	conseillers d'État,
	M.	PÂQUES,	
Madame	A.	WEYEMBERGH,	assesseurs de la section de législation,
Monsieur	Chr.	BEHRENDT,	
Madame	C.	GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Monsieur J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER LE PREMIER PRÉSIDENT

C. GIGOT R. ANDERSEN

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.807/2/V
VAN 20 AUGUSTUS 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede vakantiekamer, op 24 juli 2012 door de Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken, toegevoegd aan de Minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende diverse bepalingen betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector", heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1.1. Uit artikel 19/1, § 1, eerste lid, 2°, van de wet van 5 mei 1997 'betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling' volgt dat ontwerpen van koninklijk besluit aanleiding moeten geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren[1]; de enige gevallen waarin van die verplichting kan worden afgeweken, zijn die welke moeten worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, welk besluit bij de huidige stand van de teksten die in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zijn, nog niet uitgevaardigd is[2].

De wetgever heeft de "effectbeoordeling" gedefinieerd als de "duurzame ontwikkelingseffectbeoordeling, zijnde de methode voor het bestuderen van mogelijke sociale, economische en leefmilieueffecten, alsmede de effecten op de inkomsten en de uitgaven van de Staat, van een voorgesteld beleid op korte, middellange en lange termijn in en buiten België vooraleer de uiteindelijke beslissing wordt genomen"[3].

1.2. Punt 7 van de nota aan de Ministerraad van 4 mei 2012 voorafgaand aan de goedkeuring van het voorontwerp luidt als volgt: "Overeenkomstig de instructies vervat in punt 16.7.1. van de nota van 10 januari 2012 dient de Doeb-test niet te worden toegepast op dit dossier vermits het betrekking heeft op de autoregulering van de federale overheid."

1.3. Deze tekst kan aldus worden opgevat dat volgens de steller van het ontwerp de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren niet vooraf dient te worden onderzocht.

Aldus zou evenwel worden voorbijgegaan aan het feit dat het koninklijk besluit waarbij van die verplichting kan worden afgeweken niet is aangenomen, zodat dit

[1] Bij artikel 19/1, § 2, van deze wet van 5 mei 1997 wordt de Koning ermee belast dat voorafgaand onderzoek te regelen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Tot op heden is nog geen besluit met een dergelijk onderwerp in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

[2] Artikel 19/1, § 1, tweede lid, van de wet van 5 mei 1997.

[3] Artikel 2, 9°, van de wet van 5 mei 1997.

voorafgaand onderzoek moet worden gedaan voor alle koninklijke besluiten, en dus ook voor het voorliggende ontwerp.

1.4. Indien deze tekst evenwel betekent dat het voorafgaand onderzoek heeft plaatsgehad en dat na afloop daarvan gebleken is dat een effectbeoordeling onnodig is, moet de aanhef van het ontwerp worden aangevuld met een als volgt gesteld lid:

"Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren, waarbij besloten is dat een effectbeoordeling niet vereist is".

De steller van het ontwerp wordt er echter op gewezen dat de daartoe aangevoerde motivering wankel is. Er valt immers niet uit te sluiten dat een besluit dat "betrekking heeft op de autoregulering van de federale overheid" als dusdanig "sociale, economische en leefmilieueffecten, alsmede […] effecten op de inkomsten en de uitgaven van de Staat, op korte, middellange en lange termijn in en buiten België" in de zin van artikel 2, 9°, van de wet van 5 mei 1997 kan hebben.

2. Uit geen enkel stuk in het dossier blijkt dat de minister van Begroting zou zijn teruggekomen op zijn weigering om zijn akkoordbevinding te verlenen aan het ontwerp, zoals deze weigering in een brief van 20 maart 2012 is meegedeeld aan de staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten.

Het veertiende lid van de aanhef, waarin wordt verwezen naar de akkoordbevinding van de minister van Begroting, moet bijgevolg vervallen.

Het ontwerp kan slechts worden aangenomen mits een zodanige akkoordbevinding is verleend, dan wel, bij ontstentenis daarvan, een bijzondere akkoordbevinding vanwege de Ministerraad op basis van artikel 8 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 'betreffende de administratieve en begrotingscontrole'.

Wat dit laatste punt betreft, kan op basis van het feit dat over het ontwerp overleg is gepleegd in de Ministerraad voordat het aan de Raad van State is voorgelegd, niet worden beschouwd dat aan dit vormvereiste is voldaan. Bij ontstentenis van de akkoordbevinding van de minister van Begroting moet binnen de Ministerraad immers een bijzondere beraadslaging hebben plaatsgevonden omtrent de budgettaire aspecten van een ontwerpbesluit, bovenop de algemene beraadslaging van de Ministerraad omtrent het ontwerp.

Hoe dan ook moet in de aanhef van het ontwerp worden vermeld welke vormvereisten inzake begrotingscontrole precies vervuld zijn, onverminderd de vermelding, aan het eind van de aanhef, van "het advies van de in Raad vergaderde Ministers".

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Aan het eind van het tweede lid van de aanhef moet inzonderheid worden verwezen naar paragraaf 2, 1°, van artikel 4 van de wet van 22 juli 1993 ‘houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken’, luidende:

> “Na onderhandeling met de representatieve vakorganisaties en op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren, bepaalt de Koning […] de voorwaarden en de wijze van indienstneming alsook de arbeidsvoorwaarden van de met een arbeidsovereenkomst in dienst genomen personen zoals bedoeld in § 1, en dit onverminderd de dwingende bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten”.

2. Aan het eind van het derde lid van de aanhef hoeft alleen te worden verwezen naar het derde lid van artikel 2 van de wet van 19 juli 2012 ‘betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector’, met uitsluiting van de eerste twee leden. Het ontwerp verleent immers geen uitvoering aan de machtigingen vervat in de artikelen 2, tweede lid, en 11 van deze wet.

DISPOSITIEF

Artikel 6

1. Overeenkomstig artikel 2 van het ontwerp is artikel 6 ervan “van toepassing op de overheidsdiensten bedoeld in artikel 2, eerste tot het derde lid van de [voornoemde] wet” van 19 juli 2012.

Alleen in het eerste en het tweede lid van artikel 2 van deze wet is sprake van zodanige “overheidsdiensten”.

Luidens artikel 2, eerste lid, van de voornoemde wet van 19 juli 2012 is deze wet “van toepassing op het federaal administratief openbaar ambt, zoals gedefinieerd in artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken”.

Volgens het tweede lid van diezelfde bepaling kan de werkingssfeer ervan worden uitgebreid tot “de door de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, aangewezen andere besturen en diensten van de federale Staat en overheidsdiensten die onder het gezag of het toezicht vallen van de federale overheid”.

2. Artikel 6 van het ontwerp kan uitsluitend toepassing vinden op de besturen bedoeld in artikel 2, eerste en tweede lid, van de voornoemde wet van 19 juli 2012 indien de Koning beschikt over een juridische grondslag om de regeling van de vierdaagse werkweek “zonder premie” aan te nemen met betrekking tot het personeel van die besturen.

3. Een zodanige regeling wordt niet voorgeschreven bij de voornoemde wet van 19 juli 2012, zodat de bepalingen ervan niet de rechtsgrond vormen van artikel 6. Uit artikel 5, § 1, van deze wet volgt immers dat de aldaar georganiseerde regeling betreffende de vierdaagse werkweek steeds aanleiding geeft tot uitkering van een premie.

Deze wet, die in de aanhef wordt vermeld, kan dus niet dienen als rechtsgrond voor artikel 6 van het ontwerp.

4. Geen enkele bepaling vermeld in de aanhef van het voorliggende ontwerp verleent de Koning bevoegdheid om een regeling van een vierdaagse werkweek “zonder premie” aan te nemen voor de besturen en diensten van de federale Staat en overheidsdiensten die onder het gezag of het toezicht vallen van de federale overheid, andere dan die vermeld in artikel 1 van de voornoemde wet van 22 juli 1993 en die door de Koning moeten worden aangewezen op basis van artikel 2, tweede lid, van de voornoemde wet van 19 juli 2012.

5. Ook artikel 6 doet problemen rijzen wat betreft de rechtsgrond ervan, in zoverre het betrekking heeft op sommige van de besturen vermeld in artikel 1 van de voornoemde wet van 22 juli 1993, waarnaar wordt verwezen in artikel 2, eerste lid, van de voornoemde wet van 19 juli 2012.

Geen enkele van de bepalingen die bij wijze van rechtsgrond van het ontwerp vermeld worden in de aanhef, staat de Koning toe een regeling van vierdaagse werkweek “zonder premie” aan te nemen voor de overheidsinstellingen genoemd in artikel 1, 3°, van de wet van 22 juli 1993: weliswaar staan de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet, die in de aanhef worden vermeld, de Koning toe om in voorkomend geval een zodanige regeling voor te schrijven voor de statutaire personeelsleden van het openbaar ambt van “de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten en de diensten die ervan afhangen” en voor “het burgerpersoneel van het Ministerie van Landsverdediging of van elke andere benaming die het zou opvolgen”, die in artikel 1, 1° en 2°, van de voornoemde wet van 22 juli 1993 vermeld worden, maar die grondwetsbepalingen staan Hem niet toe de rechtspositie te regelen van personeelsleden van de gedecentraliseerde rechtspersonen genoemd in artikel 1, 3°, van diezelfde voornoemde wet van 22 juli 1993, op wie een bij een reglement vastgelegde regeling toepasselijk is.

Wat de contractuele personeelsleden van deze rechtspersonen betreft, kan een rechtsgrond voor de bevoegdheden van de Koning ter zake worden ontleend aan artikel 4 van

de voornoemde wet van 22 juli 1993, vermeld in de aanhef, inzonderheid aan paragraaf 2, 1°, van dat artikel.

6. De rechtsgrond vermeld in de aanhef geldt, wat artikel 6 van het ontwerp betreft, bijgevolg alleen voor de statutaire personeelsleden van de besturen bedoeld in artikel 1, 1° en 2°, van de voornoemde wet van 22 juli 1993 en voor de contractuele personeelsleden van het geheel van de besturen bedoeld in artikel 1 van diezelfde wet, daaronder begrepen de besturen opgesomd in punt 3° van deze bepaling.

7. De werkingssfeer van artikel 6 kan bijgevolg worden ingeperkt tot de situaties genoemd in punt 6 hierboven en tot die waarvoor de steller van het ontwerp een andere rechtsgrond kan opgeven, die in dat geval moet worden vermeld in de aanhef.[4]

Een zodanige inperking zou evenwel, los van de vraag of zulks overeenstemt met de bedoeling van de steller van het ontwerp, een verschil in behandeling meebrengen onder overheidsambtenaren die zich in een vergelijkbare situatie bevinden, waarbij men zich ernstige vragen kan stellen omtrent de bestaanbaarheid ervan met de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie.

8. Artikel 6 moet worden herzien in het licht van deze opmerking.

9. Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 11 tot 15, 17 en 20 tot 23 van het ontwerp in zoverre ze betrekking hebben op de besturen genoemd in artikel 1, 3°, van de voornoemde wet van 22 juli 1993 en op de vierdaagse werkweek “zonder premie”.

Artikel 19

Het Federaal Kenniscentrum voor de Gezondheidszorg, dat is opgericht en geregeld wordt bij de artikelen 259 tot 300 van programmawet (I) van 24 december 2002, wordt niet vermeld onder de publiekrechtelijke rechtspersonen opgesomd in artikel 1, 3°, van de wet van 22 juli 1993 ‘houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken’. Het ontwerpbesluit is daarop bijgevolg niet van toepassing en derhalve is er geen grond om, zoals artikel 19 van het ontwerp daarin voorziet, het koninklijk besluit van 20 februari 2003 ‘houdende de aanduiding en de uitoefening van de managementsfuncties bij het Federaal Kenniscentrum voor de Gezondheidszorg’ te wijzigen.

[4] In dat geval moeten met het oog op de aanneming van het ontwerp ook de voorafgaande vormvereisten worden nageleefd die gelden voor de bepalingen welke aan artikel 6 rechtsgrond verlenen voor de desbetreffende besturen.

Artikel 24

Artikel 24 bepaalt dat het besluit in werking treedt op de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Een zodanige datum van inwerkingtreding vertoont het nadeel dat indien het ontwerpbesluit aan het eind van de maand wordt bekendgemaakt, de adressaten ervan niet beschikken over de normale termijn van tien dagen om kennis ervan te kunnen nemen, een termijn die in de regel wordt voorgeschreven bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’.

Derhalve moet worden nagegaan of het wel nodig is in een bijzondere bepaling inzake de inwerkingtreding te voorzien.

Artikel 25

Aangezien de uitvoeringsbepaling alleen kan slaan op een minister in zoverre de bevoegdheden vermeld worden die hij vermag uit te oefenen, en niet in zoverre gerefereerd wordt aan een minister in functie ten tijde van het uitvaardigen van het besluit, dienen in de Franse lezing van artikel 25 de woorden “la ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions” vervangen te worden door de woorden “le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions”.

SLOTOPMERKING

In verscheidene van de wijzigingsbepalingen wordt de uitdrukkingen “vierdagenweek met premie” en “vierdagenweek zonder premie” gebezigd, terwijl de definitie van deze begrippen in artikel 1, tweede en derde streepje, van het ontwerp niet zal voorkomen in de gewijzigde besluiten.

In de wijzigingsbepalingen die worden gehandhaafd in het licht van de omtrent artikel 6 gemaakte opmerking moet bijgevolg naar het ontworpen koninklijk besluit worden verwezen wanneer sprake is van de regeling betreffende de vierdagenweek met of zonder premie, naar het voorbeeld van wat wordt bepaald in de tekst die bij artikel 13 van het ontwerp *in fine* wordt ingevoegd in artikel 43, § 1, van het koninklijk besluit van 19 november 1998 ‘betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen’. Weliswaar moet in artikel 13 van het ontwerp de datum worden ingevoegd van het ontworpen besluit.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R.	ANDERSEN,	eerste voorzitter van Raad van State,
	P.	VANDERNOOT,	staatsraden,
	M.	PÂQUES,	
Mevrouw	A.	WEYEMBERGH,	assessoren van de afdeling Wetgeving,
de Heer	Chr.	BEHRENDT,	
Mevrouw	C.	GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER DE EERSTE VOORZITTER

C. GIGOT R. ANDERSEN